

Google n'est pas ce qu'il semble

par Julian Assange, source [Wikileaks](#)



Le président de Google, Eric Schmidt, partage une blague avec Hillary Clinton lors d'une discussion au coin du feu avec le personnel de Google. La conférence a eu lieu le [21 juillet 2014](#) au siège de Google à Mountain View, Californie.

Eric Schmidt est une figure influente, même parmi le défilé des personnages puissants avec lesquels j'ai dû me croiser depuis que j'ai fondé WikiLeaks. À la mi-mai 2011, j'étais assigné à résidence dans le Norfolk rural, à environ trois heures de route au nord-est de Londres. La répression contre notre travail battait son plein et chaque moment perdu semblait être une éternité. C'était difficile d'attirer mon attention. Mais quand mon collègue Joseph Farrell m'a dit que le président exécutif de Google voulait prendre rendez-vous avec moi, j'écoutais.

D'une certaine façon, les échelons supérieurs de Google me semblaient plus distants et obscurs que les couloirs de Washington. Depuis des années, nous nous sommes entretenus avec de hauts responsables américains. La mystique s'était dissipée. Mais les centres de pouvoir qui ont grandi dans la Silicon Valley étaient encore opaques et j'étais soudain conscient de la possibilité de comprendre et d'influencer ce qui devenait l'entreprise la plus influente au monde. Schmidt avait pris la direction générale de Google en 2001 et l'avait transformée en un empire.¹⁾

J'étais intrigué que la montagne vienne à Mahomet. Mais ce n'est que bien après que Schmidt et ses compagnons soient partis que j'ai compris qui m'avait vraiment rendu visite.

La raison déclarée de la visite était un livre. Schmidt rédigeait un traité avec Jared Cohen, le directeur de Google Ideas, un groupe qui se décrit comme le "think/do tank" interne de Google. Je ne savais pas grand-chose d'autre sur Cohen à l'époque. En fait, M. Cohen avait quitté le département d'État américain pour Google en 2010. Il avait été un homme d'idées de la "génération Y" qui parlait rapidement au sein de l'État sous deux administrations américaines, un courtisan du monde des think tanks et des instituts politiques, braconné au début de la vingtaine. Il est devenu conseiller principal des secrétaires d'État Rice et Clinton. A l'état-major de la planification politique, Cohen fut bientôt baptisé "le parti-démarrateur de Condi", canalisant les mots à la mode de la Silicon Valley dans les cercles politiques américains et produisant de délicieuses concoctions rhétoriques telles que "Public Diplomacy 2.0." ²⁾ Sur sa page du Conseil des relations étrangères, il énuméra son expertise comme "terrorisme ; radicalisation ; impact of connection technologies sur la statecraft du 21e siècle ; Iran." ³⁾



Director of Google Ideas, and “geopolitical visionary” Jared Cohen shares his vision with US Army recruits in a lecture theatre at West Point Military Academy on 26 Feb 2014 ([Instagram by Eric Schmidt](#))

C'est Cohen qui, alors qu'il était encore au Département d'État, aurait envoyé un courriel à Jack Dorsey, PDG de Twitter, pour retarder la maintenance programmée afin d'aider le soulèvement avorté de 2009 en Iran.⁴⁾

Son histoire d'amour avec Google a commencé la même année, quand il s'est lié d'amitié avec Eric Schmidt, qui enquêtait ensemble sur les décombres de Bagdad après son occupation. Quelques mois plus tard, Schmidt a recréé « l'habitat naturel » de Cohen au sein même de Google en créant un “think/do tank” basé à New York et en nommant Cohen à sa tête. Google Ideas est né.

Plus tard dans l'année, les deux hommes ont co-écrit un article politique pour la revue Foreign Affairs du Council on Foreign Relations, louant le potentiel réformateur des technologies de la Silicon Valley comme instrument de la politique étrangère américaine.⁵⁾ Décrivant ce qu'ils ont appelé “ les coalitions des connectés ”⁶⁾, Schmidt et Cohen ont affirmé que :

« Les États démocratiques qui ont formé des coalitions de leurs armées ont la capacité de faire de même avec leurs technologies de connexion. Ils offrent une nouvelle façon d'exercer le devoir de protéger les citoyens du monde entier (c'est nous, wikileaks, qui soulignons). »

Dans le même article, ils ont soutenu que “ cette technologie est fournie en très grande majorité par le secteur privé “. Peu de temps après, la Tunisie, puis l'Egypte, puis le reste du Moyen-Orient, ont éclaté en révolution. Les échos de ces événements sur les médias sociaux en ligne sont devenus un spectacle pour les internautes occidentaux. Le commentaire professionnel, soucieux de rationaliser les soulèvements contre les dictatures soutenues par les Etats-Unis, les a qualifiés de “révolutions Twitter”. Soudain, tout le monde voulait être à l'intersection de la puissance mondiale américaine et des médias sociaux, et Schmidt et Cohen avaient déjà jalonné le territoire. Avec le titre de travail “L'Empire de l'esprit”, ils ont commencé à étendre leur article à la longueur d'un livre, et ont cherché des audiences avec les grands noms de la technologie mondiale et la puissance mondiale dans le cadre de leurs recherches.

« Ils ont dit qu'ils voulaient m'interviewer. J'étais d'accord. Une date a été fixée pour juin. »



Eric Schmidt, Chairman of Google, at the “Pulse of Today's Global Economy” panel talk at the Clinton Global Initiative annual meeting, 26 Sept. 2013 in New York. Eric Schmidt first attended the CGI annual meeting at its opening plenary in 2010. (Photo: Mark Lennihan)

Au mois de juin, il y avait déjà beaucoup de choses à dire. Cet été-là, WikiLeaks était toujours en train de grincer des dents en publiant des milliers de câbles diplomatiques américains chaque semaine. Lorsque, sept mois plus tôt, nous avions commencé à libérer les câbles, Hillary Clinton avait dénoncé la publication comme “une attaque contre la communauté internationale” qui “déchirerait le tissu” du gouvernement.

C'est dans ce ferment que Google s'est projeté en juin de la même année, atterrissant dans un aéroport londonien et faisant le long trajet en voiture jusqu'à East Anglia, Norfolk et Beccles. Schmidt est arrivé le premier, accompagné de sa partenaire de l'époque, Lisa Shields. Lorsqu'il l'a présentée comme vice-présidente du Council on Foreign Relations - un groupe de réflexion sur la politique étrangère des États-Unis ayant des liens étroits avec le département d'État - je n'y ai guère prêté davantage attention. Shields elle-même venait tout droit de Camelot, après avoir été repérée par les hommes de John Kennedy Jr. au début des années 1990. Ils se sont assis avec moi et nous avons échangé des plaisanteries. Ils ont dit qu'ils avaient oublié leur dictaphone, alors on a utilisé le mien. Nous avons convenu que je leur transmettrais l'enregistrement et qu'en échange, ils m'enverraient la transcription, qui serait corrigée par souci d'exactitude et de clarté. Nous avons commencé. Schmidt s'est plongé à l'extrémité profonde, m'interrogeant d'emblée sur les fondements organisationnels et technologiques de WikiLeaks.

Quelque temps plus tard, Jared Cohen arriva. Il était accompagné de Scott Malcomson, présenté comme l'éditeur du livre. Trois mois après la réunion, M. Malcomson entrera au département d'État en tant que rédacteur principal du discours et conseiller principal de Susan Rice (alors ambassadrice des États-Unis auprès des Nations Unies, maintenant conseillère en matière de sécurité nationale). Auparavant, il a été conseiller principal à l'ONU et est membre de longue date du Conseil des relations extérieures. Au moment de la rédaction du présent rapport, il était directeur des communications à l'International Crisis Group⁷⁾.

À ce moment-là, la délégation était composée d'un membre de Google et de trois membres de l'establishment de la politique étrangère américaine, mais je n'en étais toujours pas le plus avisé. Les poignées de main, on s'est mis au travail.



Le président de Google, Eric Schmidt, photographié dans un ascenseur de New York, portant le nouveau livre d'Henry Kissinger, "World Order", 25 septembre 2014

Schmidt était un bon fleuret. Quelque chose de la fin de la cinquantaine, les yeux plissés derrière des lunettes chics, l'apparence sombre de Schmidt, vêtu comme un gestionnaire, cachait une analyticité machine ", a-t-il ajouté. Ses questions sautent souvent au cœur du sujet, trahissant une puissante intelligence structurelle non verbale. C tait la même intelligence qui avait abstrait les principes de l'ingénierie logicielle pour mettre Google à l'échelle d'un m gacorp, assurant que l'infrastructure de l'entreprise correspondait toujours au taux de croissance. C tait une personne qui comprenait comment construire et maintenir des systèmes : des systèmes d'information et des systèmes de personnes. Mon monde était nouveau pour lui, mais c tait aussi un monde de processus humains, d'échelle et de flux d'information en évolution.

Pour un homme d'intelligence systématique, les politiques de Schmidt - comme j'ai pu l'entendre dans notre discussion - étaient étonnamment conventionnelles, voire banales. Il a rapidement saisi les relations structurelles, mais il s'est efforcé d'en verbaliser un grand nombre, souvent en introduisant des subtilités géopolitiques dans le marketing de la Silicon Valley ou dans le micro-langage ossifié du département d'état de ses compagnons.⁸⁾ Il était à son meilleur quand il parlait (sans peut-être s'en rendre compte) en tant qu'ingénieur, décomposant les complexités en leurs composantes orthogonales.

J'ai trouvé Cohen un bon auditeur, mais un penseur moins intéressant, possédé de cette convivialité implacable qui afflige régulièrement les généralistes de carrière et les universitaires Rhodes. Comme on pouvait s'y attendre de par sa formation en politique étrangère, Cohen avait une connaissance des points chauds et des conflits internationaux et se déplaçait rapidement entre eux, détaillant différents scénarios pour tester mes affirmations. Mais il avait parfois l'impression qu'il s'en prenait aux orthodoxies d'une manière qui visait à impressionner ses anciens collègues de Washington. Malcomson, plus  g , était plus pensif, son apport réfléchi et généreux. Shields a été silencieuse pendant une grande partie de la conversation, prenant des notes, humorant les plus gros ego autour de la table pendant qu'elle s'occupait du vrai travail.

En tant que personne interrogée, on s'attendait à ce que ce soit moi qui parle le plus. J'ai cherché à les guider dans ma vision du monde.   leur crédit, je considère que l'entrevue est peut-être la meilleure que j'ai donnée. J'étais hors de ma zone de confort et j'aimais ça. Nous avons mangé et nous nous sommes promenés dans le parc, tout en restant sur le disque. J'ai demandé à Eric Schmidt

de divulguer les demandes d'information du gouvernement américain à WikiLeaks, et il a refusé, soudainement nerveux, citant l'illégalité de la divulgation des demandes de Patriot Act. Et puis, le soir venu, c'était fini et ils étaient partis, retournant dans les salles irréelles et éloignées de l'empire de l'information, et on me laissait retourner à mon travail. C'était la fin de l'histoire, du moins c'est ce que je pensais.

Deux mois plus tard, la libération des câbles du département d'État par WikiLeaks touchait à sa fin. Pendant trois quarts d'année, nous avons minutieusement géré la publication, rassemblant plus d'une centaine de partenaires médias mondiaux, distribuant des documents dans leurs régions d'influence et supervisant un système mondial et systématique de publication et de rédaction, luttant pour un impact maximal pour nos sources.

Mais dans un acte de négligence grave, le journal Guardian - notre ancien partenaire - a publié le mot de passe confidentiel de décryptage des 251 000 câbles dans un titre de chapitre de son livre, s'est précipité en février 2011.⁹⁾ Dès la mi-août, nous avons découvert qu'un ancien employé allemand - que j'avais suspendu en 2010 - entretenait des relations commerciales avec diverses organisations et personnes en faisant les magasins dans lesquels le fichier crypté était placé, avec les coordonnées du mot de passe qui y figurent. Au rythme où l'information se répandait, nous estimions qu'en deux semaines, la plupart des services de renseignement, des entrepreneurs et des intermédiaires auraient tous les câbles, mais pas le public.

J'ai décidé qu'il était nécessaire d'avancer de quatre mois notre calendrier de publication et de contacter le département d'État pour qu'il soit pris acte du fait que nous leur avons donné un préavis. La situation serait alors plus difficile à transformer en une autre agression juridique ou politique. Incapables de joindre Louis Susman, alors ambassadeur des États-Unis au Royaume-Uni, nous avons essayé la porte d'entrée. Sarah Harrison, rédactrice en chef de l'enquête WikiLeaks, a appelé la réception du département d'État et a informé l'opérateur que "Julian Assange" voulait avoir une conversation avec Hillary Clinton. Comme on pouvait s'y attendre, cette déclaration a d'abord été accueillie avec incrédulité bureaucratique. Nous nous sommes vite retrouvés dans une reconstitution de cette scène dans Dr. Strangelove, où Peter Sellers appelle la Maison Blanche pour prévenir d'une guerre nucléaire imminente et est immédiatement mis en attente. Comme dans le film, nous avons gravi les échelons de la hiérarchie, parlant à des fonctionnaires de plus en plus supérieurs jusqu'à ce que nous rejoignons le conseiller juridique principal de Clinton. Il nous a dit qu'il nous rappellerait. On a raccroché et on a attendu.

Voir la vidéo sur [wikileaks](#), Sarah Harrison and Julian Assange call the U.S. State Department in September 2011.

Quand le téléphone a sonné une demi-heure plus tard, ce n'était pas le département d'État à l'autre bout de la ligne. Au lieu de cela, c'est Joseph Farrell, l'employé de WikiLeaks, qui avait organisé la rencontre avec Google. Il venait de recevoir un courriel de Lisa Shields qui voulait confirmer qu'il s'agissait bien de WikiLeaks et appelait le département d'État.

C'est à ce moment-là que j'ai réalisé qu'Eric Schmidt n'aurait peut-être pas été un émissaire de Google seul. Qu'officiellement ou non, il avait tenu compagnie à des personnes qui l'avaient placé très près de Washington, DC, y compris une relation bien documentée avec le président Obama. Non seulement les gens d'Hillary Clinton savaient que le partenaire d'Eric Schmidt m'avait rendu visite, mais ils avaient aussi choisi de l'utiliser comme canal secondaire. Alors que WikiLeaks avait été profondément impliqué dans la publication des archives internes du Département d'État américain, le Département d'État américain s'était, en effet, glissé dans le centre de commandement de WikiLeaks et m'avait contacté pour un déjeuner gratuit. Deux ans plus tard, à la suite de ses visites en Chine, en Corée du Nord et en Birmanie au début de 2013, il serait apprécié que le président de Google mène,

d'une manière ou d'une autre, une "diplomatie de soutien" pour Washington. Mais à l'époque, c'était une pensée nouvelle.¹⁰⁾



Instagram of Hillary Clinton and David Rubinstein d'Eric Schmidt, pris lors du Gala du Forum Holbrooke, 5 décembre 2013. Richard Holbrooke (décédé en 2010) était un diplomate américain de haut niveau, directeur général des frères Lehman, membre du conseil d'administration de la NED, de la CFR, de la Commission trilatérale, du groupe directeur de Bilderberg et conseiller de Hillary Clinton et John Kerry. Schmidt a fait un don de plus de 100 000 \$ au Forum de Holbrooke.

Je l'ai mis de côté jusqu'en février 2012, lorsque WikiLeaks - avec plus de trente de nos partenaires médias internationaux - a commencé à publier le Global Intelligence Files : la bobine de courriels internes de la société de renseignements privés Stratfor, basée au Texas¹¹⁾. L'un de nos partenaires les plus solides, le journal Al Akhbar basé à Beyrouth, a scruté les messages pour y trouver des renseignements sur Jared Cohen¹²⁾. Les employés de Stratfor, qui se voyaient bien comme des entreprises de la CIA, étaient parfaitement au fait des entreprises que ces derniers voyaient comme des intrusions dans leur secteur. Google était sur leur radar. Dans une série de courriels colorés, ils ont discuté d'un modèle d'activité mené par Cohen sous l'égide de Google Ideas, suggérant ce que le mot "faire" dans "think/do tank" signifie réellement.

La direction de Cohen semblait passer des relations publiques et du travail de " responsabilité d'entreprise " à l'intervention active des entreprises dans les affaires étrangères à un niveau qui est normalement réservé aux États. Jared Cohen pourrait être nommé ironiquement "directeur du changement de régime" de Google. D'après les courriels, il essayait d'apposer ses empreintes digitales sur certains des événements historiques majeurs du Moyen-Orient contemporain. Il pourrait être placé en Egypte pendant la révolution, rencontrant Wael Ghonim, l'employé de Google dont l'arrestation et l'emprisonnement quelques heures plus tard feraient de lui un symbole du soulèvement dans la presse occidentale. Des réunions étaient prévues en Palestine et en Turquie, deux pays qui, selon les dirigeants de Google, ont été tués par les dirigeants de Stratfor, les deux étant jugés trop risqués. Quelques mois seulement avant de me rencontrer, Cohen prévoyait un voyage aux confins de l'Iran en Azerbaïdjan pour " engager les communautés iraniennes plus près de la frontière ", dans le cadre du projet Google Ideas sur les " sociétés répressives ". Dans des courriels internes, le vice-président du renseignement de Stratfor, Fred Burton (lui-même un ancien agent de sécurité du département d'État), a écrit,

« Google obtient le soutien de la Maison-Blanche, du ministère de l'Intérieur et de la couverture aérienne. En réalité, ils font des choses que la CIA ne peut pas faire... va se faire kidnapper ou tuer. Peut-être la meilleure chose qui puisse arriver pour exposer le rôle secret de Google dans les remontées de mousse, pour être franc. Le gouvernement américain ne peut alors pas nier le savoir et Google se retrouve avec le sac à merde »¹³⁾

Dans d'autres communications internes, Burton a dit que ses sources sur les activités de Cohen étaient Marty Lev-Google, directeur de la sécurité et de la sûreté, et Eric Schmidt lui-même¹⁴⁾. Cherchant quelque chose de plus concret, j'ai commencé à chercher des informations sur Cohen dans les archives de WikiLeaks. Des câbles du département d'État lâchés dans le cadre de Cablegate révèlent que Cohen était en Afghanistan en 2009, essayant de convaincre les quatre principales compagnies afghanes de téléphonie mobile de déplacer leurs antennes sur les bases militaires américaines¹⁵⁾. Au Liban, il a travaillé discrètement pour établir un rival intellectuel et clérical du Hezbollah, la "Higher Shia League"¹⁶⁾. Et à Londres il a offert aux cadres du cinéma Bollywood des fonds destinés à insérer dans leurs films un contenu anti-extremiste et promis de les relier aux réseaux associés à Hollywood¹⁷⁾.

Trois jours après sa visite à Ellingham Hall, Jared Cohen s'est envolé pour l'Irlande pour diriger le "Save Summit", un événement co-parrainé par Google Ideas et le Council on Foreign Relations. Rassemblant en un même lieu d'anciens membres de gangs du centre-ville, des militants de droite, des nationalistes violents et des "extrémistes religieux" du monde entier, l'événement visait à trouver des solutions technologiques au problème de "l'extrémisme violent"¹⁸⁾. Que pourrait-il se advenir de mauvais ?

Le monde de Cohen semble être un événement après l'autre : des soirées interminables pour la fécondation croisée de l'influence entre les élites et leurs vassaux, sous la rubrique pieuse de la "société civile". La sagesse reçue dans les sociétés capitalistes avancées est qu'il existe toujours un "secteur de la société civile" organique dans lequel les institutions se forment de manière autonome et se réunissent pour manifester les intérêts et la volonté des citoyens. Selon la fable, les limites de ce secteur sont respectées par les acteurs du gouvernement et du "secteur privé", ce qui permet aux ONG et aux organismes sans but lucratif de défendre les droits de la personne, la liberté d'expression et un gouvernement responsable.

Ça a l'air d'être une bonne idée. Mais si c'était vrai, ça ne l'a pas été depuis des décennies. Depuis au moins les années 1970, des acteurs authentiques comme les syndicats et les églises se sont repliés sous l'assaut soutenu de l'étatisme de marché libre, transformant la "société civile" en un marché d'acheteurs pour les factions politiques et les intérêts des entreprises qui cherchent à exercer une influence à distance. Au cours des quarante dernières années, on a assisté à une prolifération considérable de groupes de réflexion et d'ONG politiques dont le but, sous tout le verbiage, est d'exécuter les agendas politiques par procuration. Il ne s'agit pas seulement de groupes néoconservateurs évidents comme l'Initiative de politique étrangère¹⁹⁾. Elle comprend également des ONG occidentales stupides comme Freedom House, où des travailleurs de carrière sans but lucratif naïfs mais bien intentionnés sont tordus par les flux de financement politique, dénonçant les violations des droits humains non occidentales tout en maintenant fermement les abus locaux dans leurs angles morts. Le circuit des conférences de la société civile - qui se déplace des centaines de fois par an à travers le monde pour bénir l'union impie entre les "acteurs gouvernementaux et privés" lors d'événements géopolitiques comme le "Forum Internet de Stockholm" - ne pourrait tout simplement pas exister si elle n'était pas détruite par des millions de dollars en financement politique chaque année.

Examinez les adhésions aux plus grands think tanks et instituts américains et les mêmes noms ne

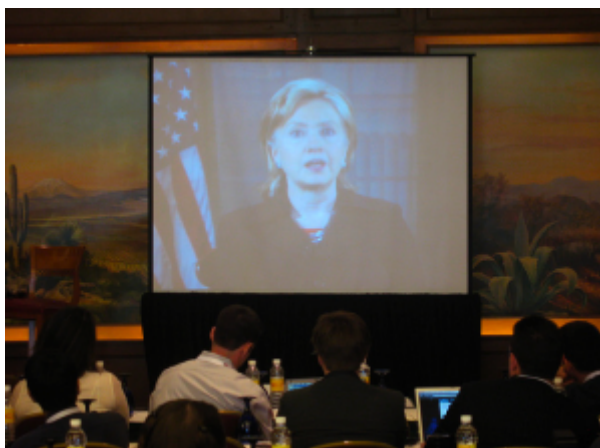
cessent d'apparaître. Cohen's Save Summit a ensuite lancé AVE, ou AgainstViolentExtremism.org, un projet à long terme dont le principal bailleur de fonds, outre Google Ideas, est la Gen Next Foundation. Le site Web de cette fondation indique qu'il s'agit d'une " organisation et d'une plateforme exclusive d'adhésion pour les personnes qui réussissent " qui vise à apporter un " changement social " grâce au financement du capital de risque²⁰⁾. Le soutien du secteur privé et des fondations sans but lucratif de Gen Next évite certains des conflits d'intérêts potentiels perçus auxquels les initiatives financées par les gouvernements font face²¹⁾ Jared Cohen est un membre exécutif.



Jared Cohen sur scène avec les délégués au sommet inaugural de l'Alliance des mouvements de jeunesse à New York, en 2008

Gen Next soutient également une ONG, lancée par Cohen vers la fin de son mandat au département d'État, pour avoir intégré des " militants pro-démocratie " mondiaux basés sur Internet dans le réseau de mécénat des relations étrangères des États-Unis²²⁾. Le groupe a vu le jour sous le nom de "Alliance of Youth Movements" avec un sommet inaugural à New York en 2008 financé par le département d'État et portant les logos de sponsors privés²³⁾. Le sommet a réuni des militants des médias sociaux soigneusement sélectionnés, venus de " zones à problèmes " comme le Venezuela et Cuba, pour assister aux discours de l'équipe des nouveaux médias de la campagne Obama et de James Glassman du département d'État, et pour nouer des contacts avec des consultants en relations publiques, des philanthropes et des personnalités américaines des médias²⁴⁾ Le groupe a tenu deux autres sommets exclusivement sur invitation, à Londres et Mexico où les délégués étaient directement pris en main par Hillary Clinton²⁵⁾ : [vidéo](#)

« Vous êtes à l'avant-garde d'une génération montante d'activistes citoyens. . . . Et cela fait de vous le genre de leaders dont nous avons besoin²⁶⁾ »



La secrétaire d'État Hillary Clinton s'adressant aux délégués au Sommet annuel 2009 de l'Alliance des mouvements de jeunesse à Mexico, le 16 octobre 2009, par [liaison vidéo](#).

En 2011, l'Alliance des mouvements de jeunesse a été rebaptisée "Movements.org". En 2012, Movements.org est devenu une division de "Advancing Human Rights", une nouvelle ONG créée par Robert L. Bernstein après sa démission de Human Rights Watch (qu'il avait fondée à l'origine) parce qu'il estimait qu'elle ne devait pas couvrir les violations des droits humains israéliennes et américaines²⁷⁾. Advancing Human Rights vise à redresser les torts de Human Rights Watch en se concentrant exclusivement sur les "dictatures"²⁸⁾. Cohen a déclaré que la fusion de son groupe Movements.org avec Advancing Human Rights était "irrésistible", soulignant le "réseau phénoménal de cyberactivistes de ce dernier au Moyen-Orient et en Afrique du Nord"²⁹⁾. Il a ensuite rejoint le conseil Advancing Human Rights, qui comprend également Richard Kemp, ancien commandant des forces britanniques en Afghanistan occupé³⁰⁾. Sous sa forme actuelle, Movements.org continue de recevoir des fonds de Gen Next, ainsi que de Google, MSNBC et du géant des relations publiques Edelman, qui représente General Electric, Boeing et Shell, entre autres³¹⁾.



A screen capture of the "[Supporters and sponsors](#)" page at [movements.org](#)

Google Ideas est plus grand, mais il suit le même plan de jeu. Consultez la liste des conférenciers de ses rencontres annuelles sur invitation seulement, comme "Crise dans un monde branché" en octobre 2013. Les théoriciens et les activistes des réseaux sociaux donnent à l'événement un vernis d'authenticité, mais en vérité il s'enorgueillit d'une piñata toxique de participants : Des responsables américains, des magnats des télécommunications, des consultants en sécurité, des capitalistes financiers et des vautours des technologies de la politique étrangère comme Alec Ross (le jumeau de Cohen au département d'État)³²⁾. Au noyau dur se trouvent les entrepreneurs en armements et les militaires de carrière : les chefs actifs du Cyber Commandement américain et même l'amiral responsable des opérations militaires des États-Unis en Amérique latine de 2006 à 2009. Jared Cohen et le président de Google, Eric Schmidt, sont en train d'attacher le paquet³³⁾.

J'ai commencé à penser à Schmidt comme à un brillant mais politiquement malheureux technico-milliardaire californien qui avait été exploité par les types très américains de politique étrangère qu'il avait rassemblés pour servir de traducteurs entre lui et Washington officiel - une illustration de la côte Ouest et de la côte Est du dilemme du principal-agent³⁴⁾.

J'avais tort.

Eric Schmidt est né à Washington, DC, où son père avait travaillé comme professeur et économiste pour le Nixon Treasury. Il a fait ses études secondaires à Arlington, en Virginie, avant d'obtenir un diplôme d'ingénieur de Princeton. En 1979, M. Schmidt s'est rendu dans l'Ouest, à Berkeley, où il a obtenu son doctorat avant de rejoindre la spin-off de [Stanford/Berkley](#) Sun Microsystems en 1983.

Lorsqu'il a quitté Sun, seize ans plus tard, il faisait déjà partie de la direction exécutive de l'entreprise.

Sun avait d'importants contrats avec le gouvernement américain, mais ce n'est qu'à son arrivée dans l'Utah en tant que PDG de Novell que les dossiers montrent que Schmidt a stratégiquement engagé la classe politique de Washington. Les dossiers fédéraux de financement des campagnes électorales montrent que le 6 janvier 1999, M. Schmidt a fait don de deux lots de 1 000 \$ au sénateur républicain de l'Utah, Orrin Hatch. Le même jour, l'épouse de Schmidt, Wendy, est également inscrite sur la liste, donnant deux lots de 1 000 \$ au sénateur Hatch. Au début de 2001, plus d'une douzaine d'autres politiciens et CCP, dont Al Gore, George W. Bush, Dianne Feinstein et Hillary Clinton, étaient à l'emploi de M. Schmidt, dans un cas pour 100 000 \$³⁵⁾. En 2013, Eric Schmidt, qui était devenu publiquement trop associé à la Maison-Blanche, était plus politique. Huit républicains et huit démocrates ont été directement financés, de même que deux CCP. En avril de la même année, 32 300 \$ ont été versés au Comité sénatorial républicain national. Un mois plus tard, le même montant, soit 32 300 \$, a été remis au Comité de campagne des sénateurs démocrates. La raison pour laquelle Schmidt donnait exactement le même montant d'argent aux deux parties est une question de 64 600 \$³⁶⁾.

C'est également en 1999 que Schmidt a rejoint le conseil d'administration d'un groupe basé à Washington, DC : la New America Foundation, une fusion de forces centristes bien connectées (en termes DC). La fondation et ses 100 employés servent de moulin à influence, utilisant son réseau de spécialistes approuvés de la sécurité nationale, de la politique étrangère et de la technologie pour placer des centaines d'articles et d'articles d'opinion par année. En 2008, Schmidt est devenu président de son conseil d'administration. En 2013, les principaux bailleurs de fonds de la New America Foundation (chacun contribuant plus d'un million de dollars) sont Eric et Wendy Schmidt, le Département d'État américain et la Bill & Melinda Gates Foundation. Les bailleurs de fonds secondaires comprennent Google, USAID et Radio Free Asia³⁷⁾.

L'engagement de Schmidt dans la New America Foundation le place fermement dans le lien de l'establishment de Washington. Les autres membres du conseil d'administration de la fondation, dont sept se déclarent également membres du Council on Foreign Relations, comprennent Francis Fukuyama, l'un des pères intellectuels du mouvement néoconservateur, Rita Hauser, qui a siégé au Conseil consultatif du renseignement du président Bush et Obama, Jonathan Soros, le fils de George Soros, Walter Russell Mead, stratège américain en matière de sécurité et éditeur du American Interest ; Helene Gayle, qui siège aux conseils d'administration de Coca-Cola, Colgate-Palmolive, de la Fondation Rockefeller, de l'Unité de politique étrangère du département d'État, du Council on Foreign Relations, du Center for Strategic and International Studies, du programme White House Fellows et de ONE Campaign de Bono ; et Daniel Yergin, géostratège pétrolier, ancien président du Task Force on Strategic Energy Research du département américain de l'énergie, et auteur du Prix : La quête épique du pétrole, de l'argent et du pouvoir³⁸⁾.



Le président de Google, Eric Schmidt, *présente* Hillary Clinton en tant que conférencière d'honneur à

la conférence "Big Ideas for a New America" du 16 mai 2014 pour la New America Foundation, dont Schmidt est le président du conseil et le principal bailleur de fonds.

Le directeur général de la fondation, nommé en 2013, est l'ancienne patronne de Jared Cohen à l'état-major de la planification politique du département d'État, Anne-Marie Slaughter, une juriste de Princeton et spécialiste des relations internationales qui a l'œil des portes tournantes³⁹⁾. Elle est partout au moment d'écrire ces lignes, appelant Obama à répondre à la crise ukrainienne non seulement en déployant des forces américaines secrètes dans le pays, mais aussi en larguant des bombes sur la Syrie, ce qui enverrait un message à la Russie et à la Chine⁴⁰⁾. Avec Schmidt, elle participe en 2013 à la conférence Bilderberg et siège au Foreign Affairs Policy Board du département d'État⁴¹⁾.

Il n'y avait rien de politiquement malheureux chez Eric Schmidt. J'avais trop hâte de voir un ingénieur de la Silicon Valley politiquement peu ambitieux, un vestige du bon vieux temps de la culture informatique sur la côte ouest. Mais ce n'est pas le genre de personne qui assiste à la conférence Bilderberg quatre années de suite, qui se rend régulièrement à la Maison-Blanche ou qui tient des "discussions au coin du feu" au Forum économique mondial de Davos⁴²⁾. L'émergence de Schmidt comme "ministre des Affaires étrangères" de Google - qui a fait des visites officielles pompeuses et cérémonieuses à travers les lignes de faille géopolitiques - n'était pas venue de nulle part : elle avait été prévisible par des années d'assimilation dans des réseaux américains établis et reconnus.

D'un point de vue personnel, Schmidt et Cohen sont des gens très sympathiques. Mais le président de Google est un acteur classique de la "tête d'industrie", avec tout le bagage idéologique qui accompagne ce rôle⁴³⁾. Schmidt est exactement là où il est : le point où les tendances centristes, libérales et impérialistes se rencontrent dans la vie politique américaine. Selon toute apparence, les patrons de Google croient sincèrement au pouvoir civilisateur des multinationales éclairées, et ils considèrent cette mission comme continue dans la formation du monde selon le meilleur jugement de la "superpuissance bienveillante". Ils vous diront que l'ouverture d'esprit est une vertu, mais toutes les perspectives qui remettent en question l'élan exceptionnaliste au cœur de la politique étrangère américaine resteront invisibles pour eux. C'est la banalité impénétrable du "ne sois pas mauvais". Ils croient qu'ils font le bien. Et c'est un problème.

Google est "différent". Google est "visionnaire". Google est "l'avenir". Google est "plus qu'une simple entreprise". Google "redonne à la communauté". Google est "une force du bien".

Même lorsque Google diffuse publiquement son ambivalence corporative, il ne fait pas grand-chose pour déloger ces éléments de foi⁴⁴⁾. La réputation de l'entreprise est apparemment inattaquable. Le logo coloré et ludique de Google est imprimé sur la rétine humaine un peu moins de six milliards de fois par jour, soit 2,1 billions de fois par an - une occasion de conditionnement des répondants dont aucune autre entreprise n'a bénéficié dans l'histoire⁴⁵⁾. Pris en flagrant délit l'an dernier en mettant des pétaoctets de données personnelles à la disposition des services américains de renseignement par le programme PRISM, Google continue néanmoins à s'inspirer du double langage "ne sois pas mauvais". Quelques lettres ouvertes symboliques à la Maison-Blanche plus tard et il semble que tout soit pardonné. Même les militants anti-surveillance ne peuvent s'en empêcher, condamnant d'emblée l'espionnage gouvernemental tout en essayant de modifier les pratiques de surveillance envahissantes de Google par des stratégies de conciliation⁴⁶⁾.

Personne ne veut reconnaître que Google est devenu grand et mauvais. Mais c'est le cas. Au cours de son mandat de PDG, M. Schmidt a vu Google s'intégrer à la plus sombre des structures de pouvoir des États-Unis, qui s'est transformée en une mégacorporation géographiquement envahissante. Mais Google a toujours été à l'aise avec cette proximité. Bien avant que les fondateurs de l'entreprise, Larry Page et Sergey Brin, n'embauchent Schmidt en 2001, leur recherche initiale sur laquelle Google

était basé avait été en partie financée par la Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA)⁴⁷⁾ Et même si le Google de Schmidt a développé une image de géant trop amical des technologies mondiales, il était en train de construire une relation étroite avec le milieu du renseignement.

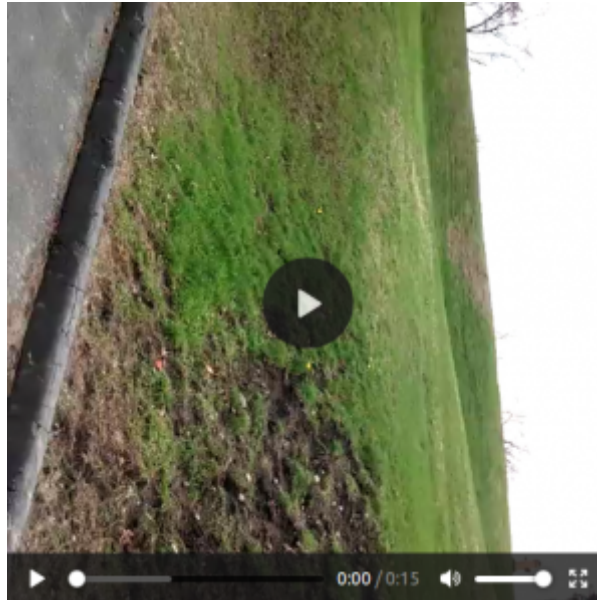
En 2003, la National Security Agency (NSA) des États-Unis avait déjà commencé à violer systématiquement la Foreign Intelligence Surveillance Act (FISA) sous la direction de son directeur général Michael Hayden⁴⁸⁾. C'était l'époque du programme "Total Information Awareness"⁴⁹⁾. Avant que l'on ait jamais rêvé de PRISM, sous les ordres de la Maison-Blanche de Bush, la NSA avait déjà pour objectif de "tout collecter, tout renifler, tout connaître, tout savoir, tout traiter, tout exploiter"⁵⁰⁾. Pendant la même période, Google - dont la mission publique déclarée est de collecter et "organiser l'information mondiale et la rendre accessible et utile pour tous"⁵¹⁾ - a accepté un montant de 2 millions \$ pour fournir à la NSA les instruments de recherche de ses connaissances rapidement accumulables⁵²⁾

En 2004, après avoir pris le contrôle de Keyhole, une start-up de technologie de cartographie cofinancée par la National Geospatial-Intelligence Agency (NGA) et la CIA, Google a développé cette technologie pour en faire Google Maps, une version entreprise dont il a depuis fait des achats au Pentagone et aux agences fédérales et étatiques associées sur des contrats de plusieurs millions de dollars⁵³⁾ En 2008, Google a contribué au lancement dans l'espace du satellite espion NGA GeoEye-1, le géo-espion. Google partage les photographies du satellite avec les militaires et les services de renseignement américains⁵⁴⁾. En 2010, la NGA a attribué à Google un contrat de 27 millions de dollars pour des "services de visualisation géospatiale"⁵⁵⁾.

En 2010, après que le gouvernement chinois a été accusé d'avoir piraté Google, l'entreprise s'est engagée dans une relation "formelle de partage d'informations" avec la NSA, qui devait permettre aux analystes de la NSA "d'évaluer les vulnérabilités" du matériel et des logiciels de Google⁵⁶⁾ Bien que les conditions exactes de l'accord ne soient jamais connues, la NSA a fait intervenir d'autres agences gouvernementales, notamment le FBI et le Department of Homeland Security pour apporter son aide.

A peu près au même moment, Google s'engageait dans un programme connu sous le nom de "Enduring Security Framework"⁵⁷⁾ (ESF), qui impliquait le partage d'informations entre les sociétés de technologie de la Silicon Valley et les agences affiliées au Pentagone "à vitesse réseau"⁵⁸⁾ Les e-mails obtenus en 2014 dans le cadre des demandes de liberté d'information montrent Schmidt et son collègue Google Sergey Brin correspondant sur le prénom du Général Keith Alexander, chef des NSA, sur l'ESF⁵⁹⁾ Les rapports sur ces e-mails portaient sur la connaissance de cette correspondance par l'internaute de l'utilisateur de son adresse : "Le général Keith... si content de vous voir... !." Schmidt a écrit. Mais la plupart des rapports ont négligé un détail crucial. "Vos idées en tant que membre clé de la base industrielle de la défense, écrit Alexander à Brin, sont précieuses pour s'assurer que les efforts de l'ESF ont un impact mesurable.

Le Département de la sécurité intérieure définit la base industrielle de la défense comme "le complexe industriel mondial qui permet la recherche et le développement, ainsi que la conception, la production, la livraison et l'entretien de systèmes, sous-systèmes et composants ou pièces d'armes militaires pour répondre aux besoins militaires américains[italiques ajoutés]"⁶⁰⁾.

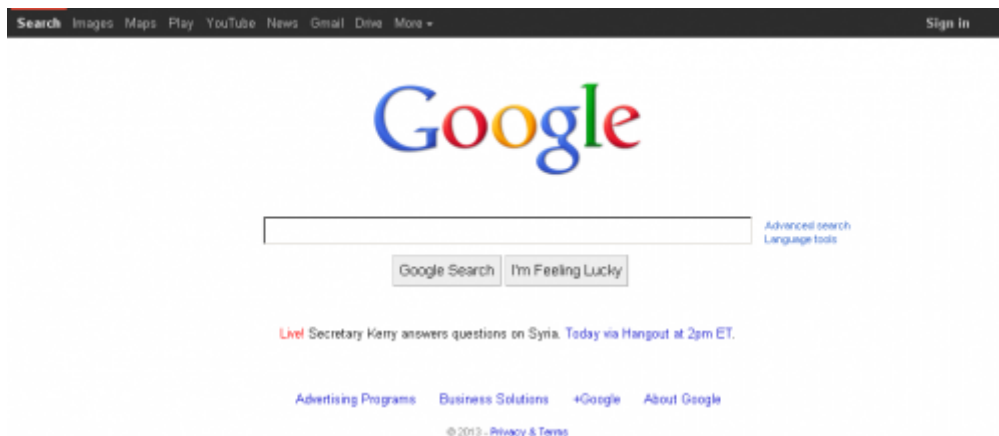


Google Chairman Eric Schmidt's [Instagram video](#) from 2 May 2014, showing an experimental US military troop support drone, the LS3, or "Cujo", designed by Boston Dynamics, newly acquired by Google

La base industrielle de défense fournit " des produits et des services essentiels à la mobilisation, au déploiement et au soutien des opérations militaires ". Comprend-elle les services commerciaux réguliers achetés par l'armée américaine ? Non. La définition exclut expressément l'achat de services commerciaux réguliers. Ce qui fait de Google un " membre clé de la base industrielle de la Défense ", ce ne sont pas les campagnes de recrutement menées par le biais de Google AdWords ou les soldats qui vérifient leur Gmail.

En 2012, Google est arrivé sur la liste des lobbyistes les plus dépensiers de Washington, D.C. - une liste habituellement traquée exclusivement par la Chambre de commerce des États-Unis, les entrepreneurs militaires et les leviathans du pétrole⁶¹⁾ Google est entré dans le classement du géant de l'aérospatiale militaire Lockheed Martin, avec un total de 18,2 millions \$ dépensés en 2012 pour les 15,3 millions \$ de Lockheed. Boeing, l'entrepreneur militaire qui a absorbé McDonnell Douglas en 1997, est également passé sous Google, avec 15,6 millions de dollars dépensés, tout comme Northrop Grumman, avec 17,5 millions.

A l'automne 2013, l'administration Obama essayait de mobiliser un soutien pour les frappes aériennes américaines contre la Syrie. Malgré les revers, l'administration a continué de faire pression en faveur d'une action militaire jusqu'en septembre, avec des discours et des annonces publiques du président Obama et du secrétaire d'État John Kerry⁶²⁾. Le 10 septembre, Google a prêté sa première page - la plus populaire sur Internet - à l'effort de guerre, insérant une ligne sous la boîte de recherche, avec la mention "Live ! Le secrétaire Kerry répond aux questions sur la Syrie. Aujourd'hui, via Hangout à 14h HE. "⁶³⁾



Google's front page on [10 Sep 2013](#), promoting the Obama administration's efforts to bomb Syria

Comme l'a écrit en 1999 le chroniqueur Tom Friedman du New York Times, qui se décrit lui-même comme un “centriste radical”⁶⁴, il ne suffit pas toujours de laisser la domination mondiale des sociétés technologiques américaines à quelque chose d'aussi mercurieux que “le libre marché” :

« La main cachée du marché ne fonctionnera jamais sans un poing caché. McDonald's ne peut pas prospérer sans McDonnell Douglas, le concepteur du F-15. Et le poing caché qui permet aux technologies de la Silicon Valley de s'épanouir dans le monde en toute sécurité s'appelle l'US Army, l'Air Force, la Navy et le Marine Corps.⁶⁵ »

Si quelque chose a changé depuis que ces mots ont été écrits, c'est que la [Silicon Valley s'est agitée de ce rôle passif](#), aspirant plutôt à orner le “poing caché” comme un gant de velours. Écrivant en 2013, Schmidt et Cohen ont déclaré,

« Ce qu'était Lockheed Martin au XXe siècle, les entreprises de technologie et de cybersécurité le seront au XXIe siècle »⁶⁶.

C'était l'une des nombreuses affirmations audacieuses faites par Schmidt et Cohen dans leur livre, qui a finalement été publié en avril 2013. Fini le titre provisoire “L'Empire de l'esprit”, remplacé par “[La nouvelle ère numérique](#) : Remodeler l'avenir des gens, des nations et des entreprises”. Au moment de sa sortie, j'avais officiellement demandé et obtenu l'asile politique auprès du gouvernement équatorien et j'avais trouvé refuge dans son ambassade à Londres. À ce moment-là, j'avais déjà passé près d'un an à l'ambassade sous surveillance policière, empêchée de quitter le Royaume-Uni en toute sécurité. En ligne, j'ai remarqué le bourdonnement d'enthousiasme de la presse au sujet du livre de Schmidt et Cohen, ignorant avec désinvolture l'impérialisme numérique explicite du titre et la série évidente [d'endossements pré-publiés](#) par de célèbres bellicistes comme Tony Blair, Henry Kissinger, Bill Hayden et Madeleine Albright au dos.



Eric Schmidt, président de Google, et Henry Kissinger, secrétaire d'État et président du Conseil national de sécurité sous la présidence de Richard Nixon, lors d'une conversation au coin du feu avec le personnel de Google au siège de la société à Mountain View, Californie, le 30 septembre 2013. Dans son exposé, M. Kissinger affirme que le dénonciateur de l'Agence nationale de sécurité Edward Snowden est "méprisable".

Présenté comme une prévision visionnaire de l'évolution technologique mondiale, le livre n'a même pas réussi à imaginer un avenir, bon ou mauvais, substantiellement différent du présent. Le livre était une fusion simpliste de l'idéologie de Fukuyama de la " fin de l'histoire " - hors de vogue depuis les années 1990 - et des téléphones mobiles plus rapides. Il a été rembourré avec des shibboleths de DC, des orthodoxies du Département d'Etat, et des grabs de Henry Kissinger. La bourse d'études était médiocre, même dégénérée. Cela ne semblait pas correspondre au profil de Schmidt, cet homme pointu et calme dans mon salon. Mais en lisant la suite, [j'ai commencé à voir](#) que le livre n'était pas une tentative sérieuse d'histoire future. C'était une chanson d'amour de Google à Washington. Google, un super-État numérique en plein essor, proposait d'être le visionnaire géopolitique de Washington.

Une façon de voir les choses, c'est que ce ne sont que des affaires. Pour qu'un monopole américain des services Internet puisse assurer sa domination sur le marché mondial, il ne peut pas simplement continuer à faire ce qu'il fait, et laisser la politique s'occuper d'elle-même. L'hégémonie stratégique et économique américaine devient un pilier essentiel de sa domination du marché. Qu'est-ce qu'un mégacorp à faire ? S'il veut chevaucher le monde, il doit faire partie de l'empire d'origine "ne soyez pas mauvais".

Mais une partie de l'image résiliente de Google comme "plus qu'une simple entreprise" vient de la perception qu'il n'agit pas comme une grande et mauvaise entreprise. Son penchant pour attirer les gens dans son piège des services avec des gigaoctets de "stockage gratuit" donne l'impression que Google le donne gratuitement, ce qui va directement à l'encontre du but lucratif des entreprises. Google est perçue comme une entreprise essentiellement philanthropique - un moteur magique présidé par des visionnaires d'un autre monde - pour créer un avenir utopique.⁶⁸ L'entreprise a parfois semblé désireuse de cultiver cette image, versant des fonds dans des initiatives de "responsabilité d'entreprise" pour produire un "changement social", comme l'illustre Google Ideas. Mais comme le montre Google Ideas, les efforts "philanthropiques" de l'entreprise l'amènent aussi, de manière inconfortable, à proximité du côté impérial de l'influence américaine. Si Blackwater/Xe Services/Academi exécutait un programme comme Google Ideas, il ferait l'objet d'un examen critique intense⁶⁷⁾.

Qu'il s'agisse d'une simple entreprise ou de "plus qu'une simple entreprise", les aspirations géopolitiques de Google sont fermement ancrées dans le programme de politique étrangère de la plus grande superpuissance du monde. Au fur et à mesure que le monopole de Google en matière de recherche et de services Internet s'étend et que son cône de surveillance industrielle s'étend à la majorité de la population mondiale, dominant rapidement le marché de la téléphonie mobile et se

précipitant pour étendre l'accès à Internet dans le Sud global, Google devient progressivement l'Internet pour beaucoup⁶⁸⁾. Son influence sur les choix et comportements des individus se transforme en pouvoir réel pour influencer l'histoire de l'humanité.

Si l'avenir de l'Internet doit être Google, cela devrait préoccuper sérieusement les gens du monde entier - en Amérique latine, en Asie de l'Est et du Sud-Est, dans le sous-continent indien, au Moyen-Orient, en Afrique subsaharienne, dans l'ancienne Union soviétique, et même en Europe - pour qui Internet représente la promesse d'une alternative à l'hégémonie culturelle, économique et stratégique américaine⁶⁹⁾

Un empire “don't be evil” reste un empire.



Ceci est un extrait du livre de Julian Assange, [When Google Met Wikileaks](#)

1)

The company is now valued at \$400 billion and employs 49,829 people. The valuation at the end of 2011 was \$200 billion with 33,077 employees. See “Investor Relations: 2012 Financial Tables,” Google, <https://archive.today/lux4M>. For the first quarter of 2014, see “Investor Relations: 2014 Financial Tables,” Google, <https://archive.today/35leZ>.

2)

For a strong essay on Schmidt and Cohen’s book that discusses similar themes, and that provoked some of the research for this book, see Joseph L Flatley, “Being cynical: Julian Assange, Eric Schmidt, and the year’s weirdest book,” Verge, 7 June 2013, <https://archive.today/gfLEr>

3)

Jared Cohen’s profile on the Council on Foreign Relations website, <https://archive.today/pkgQN>

4)

Shawn Donnan, “Think again” Financial Times, 8 July 2011, <https://archive.today/ndbmj> . See also Rick Schmitt, “Diplomacy 2.0” Stanford Alumni, May - June 2011, <https://archive.today/Kidpc>

5)

Eric Schmidt and Jared Cohen, “The Digital Disruption: Connectivity and the Diffusion of Power,” Foreign Affairs, November /December 2010, <https://archive.today/R13l2>.

6)

"Coalitions of the connected" is a phrase apparently designed to resonate with the "coalition of the willing," which was used to designate the 2003 US-led alliance of states preparing to invade Iraq without UN Security Council approval

7)

The International Crisis Group bills itself as an "independent, non-profit, non-governmental organization" that works "through field-based analysis and high-level advocacy to prevent and resolve deadly conflict." It has also been described as a "high-level think tank . . . [devised] primarily to provide policy guidance to governments involved in the NATO-led reshaping of the Balkans." See Michael Barker, "Imperial Crusaders For Global Governance," Swans Commentary, 20 April 2009, <https://archive.today/b8G3o>.

8)

One might argue that this is living proof of the weak Sapir-Whorf hypothesis. See "Linguistic Relativity," Wikipedia, archive.today/QXJPx.

9)

Glenn Greenwald, "Fact and myths in the WikiLeaks/Guardian saga," Salon, 2 September 2011, <https://archive.today/5KLJH>. See also Matt Giuca, "WikiLeaks password leak FAQ," Unspecified Behaviour, 3 September 2011, <https://archive.today/yIPUp>. See also "WikiLeaks: Why the Guardian is wrong and shouldn't have published the password," Matt's Tumblr, 1 September 2011, <https://archive.today/aWjj4>.

10)

11 Andrew Jacobs, "Visit by Google Chairman May Benefit North Korea," New York Times, 10 January 2013, <https://archive.today/bXrQ2>.

11)

Jeremy Hammond, a brave and principled young digital revolutionary, was later accused by the US government of ferreting these documents out and giving them to WikiLeaks. He is now a political prisoner in the US, sentenced to ten years after speaking to an FBI informer.

12)

Yazan al-Saadi, "StratforLeaks: Google Ideas Director Involved in 'Regime Change,'" Al Akhbar, 14 March 2012, <https://archive.today/gHMzq>

13)

"Re: GOOGLE & Iran **internal use only—pls do not forward** ," email ID 1121800 (27 February 2011), Global Intelligence Files, WikiLeaks, 14 March 2012, <https://archive.today/sjxuG>. For more internal Stratfor discussions about Jared Cohen and Google, see: "Egypt - Google ** Suggest you read," email ID 1122191 (9 February 2011), Global Intelligence Files, WikiLeaks, 14 March 2012, archive.today/DCzIA. "Re: More on Cohen," email ID 1629270 (9 February 2011), Global Intelligence Files, WikiLeaks, 14 March 2012, <https://archive.today/opQ3a>. "Re: Google Shitstorm Moving to Gaza (internal use only)," email ID 1111729 (10 February 2011), Global Intelligence Files, WikiLeaks, 14 March 2012, <https://archive.today/vpK3F>. "Re: Google's Cohen Activist Role," email ID 1123044 (10 February 2011), Global Intelligence Files, WikiLeaks, 11 March 2013, <https://archive.today/nvFP6>. "Re: movements.org founder Cohen," email ID 1113596 (11 February 2011), Global Intelligence Files, WikiLeaks, 6 March 2012, <https://archive.today/ToYjC>. "Re: discussion: who is next?," email ID 1113965 (11 February 2011), Global Intelligence Files, WikiLeaks, 14 March 2012, <https://archive.today/ofBMr>. "GOOGLE Loose Canon Bound for Turkey & UAE (SENSITIVE - DO NOT FORWARD)," email ID 1164190 (10 March 2011), Global Intelligence Files, WikiLeaks, 14 March 2012, <https://archive.today/Jpy4F>. "Re: [alpha] GOOGLE - Cohen & Hosting of Terrorists," email ID 1133861 (22 March 2011), Global Intelligence Files, WikiLeaks, 14 March 2012, <https://archive.today/OCR78>. "[alpha] Jared Cohen (GOOGLE)," email ID 1160182 (30 March 2011), Global Intelligence Files, WikiLeaks, 14 March 2012, <https://archive.today/FYQYe> For these emails and more, see the collection of sources at <https://when.google.met.wikileaks.org>.

14)

"Re: GOOGLE's Jared Cohen update," email ID 398679 (14 February 2011), Global Intelligence Files, WikiLeaks, 14 March 2012, <https://archive.today/loFw4>

15)

"Using connection technologies to promote US strategic interests in Afghanistan: mobile banking, telecommunications insurance, and co-location of cell phone towers," canonical ID: 09KABUL2020_a, Public Library of US Diplomacy, WikiLeaks, <https://archive.today/loAIC>. This cable is included in the collection of sources at <https://when.google.met.wikileaks.org>. In May 2014, WikiLeaks revealed that the NSA had gained access to all Afghan mobile phone calls and was recording all of them for later retrieval. See "WikiLeaks statement on the mass recording of Afghan telephone calls by the NSA," WikiLeaks, 23 May 2014, <https://archive.today/lp6Pl>.

16)

From the Public Library of US Diplomacy, WikiLeaks, see cables with canonical IDs: 07BEIRUT1944_a, 08BEIRUT910_a, 08BEIRUT912_a, 08BEIRUT918_a, 08BEIRUT919_a, 08BEIRUT1389_a, and 09BEIRUT234_a. Collection available at: <https://archive.today/34Myl>.

17)

"EUR senior advisor Pandith and s/p advisor Cohen's visit to the UK, October 9-14, 2007," canonical ID: 07LONDON4045_a, Public Library of US Diplomacy, WikiLeaks, <https://archive.today/mxXGQ>. For more on Jared Cohen from the WikiLeaks archives see <https://archive.today/5fVm2>. See also the collection of sources at <https://when.google.met.wikileaks.org>.

18)

See "Summit Against Violent Extremism (SAVE)" on the Council on Foreign Relations website, <https://archive.today/rA1tA>.

19)

For an insight into Foreign Policy Initiative, see Max Blumenthal, Rania Khalek, "How Cold War-Hungry Neocons Stage Managed RT Anchor Liz Wahl's Resignation," Truthdig, 19 March 2014, <https://archive.today/JSUHq>.

20)

"About GNF," Gen Next Foundation website, <https://archive.today/p91bd>.

21)

"AgainstViolentExtremism.org," Gen Next Foundation website, <https://archive.today/Rhdtf>.

22)

Movements.org," Gen Next Foundation website, <https://archive.today/oVlqH>. Note this extract from a confidential report of a March 2011 meeting between Stratfor and the "main organizer" of Movements.org: "How Movements.org got started: [This part is not for publication] in 2008 it became apparent to the USG that they needed to do public diplomacy over the internet. So Jared Cohen was at DoS then and played a major role in starting the organization. The main goal was just spreading the good word about the US." "[alpha] INSIGHT- US/MENA- Movements.org," email ID 1356429 (29 March 2011), Global Intelligence Files, WikiLeaks, 4 March 2013, <https://archive.today/PgQji>.

23)

For more on this event see Joseph L Flatley, "Being cynical: Julian Assange, Eric Schmidt, and the year's weirdest book," Verge, 7 June 2013, <https://archive.today/gfLEr>. See also "The Summit: New York City, The 2008 Inaugural Alliance of Youth Movements Summit," Movements.org website, <https://archive.today/H2Ox1#2008>.

24)

"Attendee Biographies, 3-5 December 2008, New York City," Alliance of Youth Movements, <https://is.gd/bLOVxT>. See also "09 Summit, Attendee Biographies, 14-16 October 2009, Mexico City," Alliance of Youth Movements, <https://is.gd/MddXp7>. See also "Attendee Biographies, 9-11 March 2010, London," Movements.org, <https://is.gd/dHTVit>.

25)

"The Summit: London, The 2010 Alliance For Youth Movements Summit," Movements.org website, <https://archive.today/H2Ox1#2010>. And "The Summit: Mexico City, The 2009 Alliance of Youth Movements Summit," Movements.org website, <https://archive.today/H2Ox1#2009>.

26)

Hillary Rodham Clinton, "Secretary Clinton's Video Message for Alliance of Youth Movements Summit," US Department of State, 16 October 2009, <https://archive.today/l2x6U>. See also Hillary

Rodham Clinton, "Remarks At TecMilenio University," US Department of State, 26 March 2009,

<https://archive.today/49ACj>

27)

Scott Shane, "Groups to Help Online Activists in Authoritarian Countries," New York Times, 11 June 2012, <https://archive.today/jqq9U>.

28)

"Mission Statement," Advancing Human Rights website, <https://archive.today/kBzYe>. Scott Shane, "Groups to Help Online Activists in Authoritarian Countries," New York Times, 11 June 2012,

<https://archive.today/jqq9U>.

29)

Ibid.

30)

"People," Advancing Human Rights website, <https://archive.today/pXmPk>.

31)

Edelman is famous for a series of astroturfing campaigns for Big Tobacco and Walmart. The Sourcewatch.org page on Edelman, which is worth reading in full, has a section on Edelman's strategy toward co-opting the nongovernmental sector: "Edelman PR tells clients that activists are winning because 'they play offense all the time; they take their message to the consumer; they are ingenious at building coalitions; they always have a clear agenda; they move at Internet speed; they speak in the media's tone.' The solution, it argues, are partnerships between NGOs and business. 'Our experience to date is positive,' they say, citing examples such as 'Chiquita-Rainforest Alliance' and 'Home Depot-Forest Stewardship Council.'" See "Daniel J. Edelman, Inc.," SourceWatch website, <https://archive.today/APbOf>.

32)

For an example of Alec Ross's writing, see Alec Ross, Ben Scott, "Social media: power to the people?" NATO Review, 2011, <https://archive.today/L6sb3>.

33)

"Speakers," Conflict in a Connected World website, <https://archive.today/Ed8rA>.

34)

The "principal-agent problem" or "agency dilemma" is where the initiating party, the principal, tasks an accepting party, the agent, to act on his or her behalf, but where the interests of the two parties are not sufficiently aligned and the agent uses his or her position to exploit the principal. A lawyer who makes decisions that are in the lawyer's, but not the client's, interests is a classic example.

35)

"PAC" stands for "Political Action Committee," a campaign-funding pool often used to obscure support for particular politicians, to sidestep campaign-finance regulations, or to campaign on a particular issue.

36)

All political donation figures sourced from OpenSecrets.org (<https://opensecrets.org/indivs>) and the US Federal Election Commission (<https://fec.gov/finance/disclosure/norindsea.shtml>). See the results listed for Eric Schmidt on the Federal Election Commission website, <https://archive.today/yjXoi> See also a screenshot of the results listed for Eric and Wendy Schmidt on the Open Secrets website,

<https://archive.today/o6hiB>

37)

"Our Funding," New America Foundation website, <https://archive.today/3FnFm>.

38)

Francis Fukuyama profile on the New America Foundation website: <https://archive.today/6ZKk5>. Rita E. Hauser profile on the New America Foundation website: <https://archive.today/oAvJf>. Jonathan Soros profile on the New America Foundation website: <https://archive.today/ITJy9>. Walter Russell Mead profile on the New America Foundation website: <https://archive.today/APejM>. Helene D. Gayle profile on the New America Foundation website: <https://archive.today/72pIM>. Daniel Yergin profile on the New America Foundation website: <https://archive.today/kQ4ys>.

39)

Anne-Marie Slaughter profile on the New America Foundation website: <https://archive.today/yloLP>.

40)

"The solution to the crisis in Ukraine lies in part in Syria. It is time for US President Barack Obama to demonstrate that he can order the offensive use of force in circumstances other than secret drone attacks or covert operations. The result will change the strategic calculus not only in Damascus, but also in Moscow, not to mention Beijing and Tokyo." Anne-Marie Slaughter, "Stopping Russia Starts in Syria," Project Syndicate, 23 April 2014, <https://archive.today/GiLNg>. Jared Cohen has retweeted approval for Slaughter on the issue. For example, he shared a supportive tweet on 26 April 2014 that claimed that the argument in the article quoted above was "spot on." <https://archive.today/qLyxo>.

41)

On the Bilderberg conference see Matthew Holehouse, "Bilderberg Group 2013: guest list and agenda," Telegraph, 6 June 2013, <https://archive.today/PejGc>. On the State Department's Foreign Affairs Policy Board, see the list of current board members on the US Department of State website: <https://archive.today/Why8v>.

42)

Attendee lists for Bilderberg conferences since 2010 are available from the Bilderberg website: www.bilderbergmeetings.org. Eric Schmidt was photographed at Bilderberg 2014 in Copenhagen, meeting with Viviane Reding, the EU Commissioner for Justice, and Alex Karp, the CEO of Palantir Technologies, an intelligence data-mining company which sells search and data integration services to clients in the US law enforcement and intelligence community, and which was launched with funding from the CIA's venture capital fund, In-Q-Tel. See Charlie Skelton, "Bilderberg conference 2014: eating our politicians for breakfast," Guardian, 30 May 2014, <https://archive.today/pUY5b>. In 2011, Palantir was involved in the HBGary scandal, having been exposed as part of a group of contractors proposing to take down WikiLeaks. For more on this, see "Background on US v. WikiLeaks" in When Google Met WikiLeaks. See also Andy Greenberg, Ryan Mac, "How A 'Deviant' Philosopher Built Palantir, A CIA-Funded Data-Mining Juggernaut," Forbes, 2 September 2013, <https://archive.today/ozAZ8>. White House visitor records are available from its website, <https://archive.today/QFQx0>. For coverage of Schmidt at the World Economic Forum see Emily Young, "Davos 2014: Google's Schmidt warning on jobs," BBC, 23 January 2014, <https://archive.today/jGI7B>. See also Larry Elliott, "Davos debates income inequality but still invites tax avoiders," Guardian, 19 January 2014, <https://archive.today/IR767>.

43)

Adrianne Jeffries, "Google's Eric Schmidt: 'let us celebrate capitalism,'" Verge, 7 March 2014, <https://archive.today/gZepE>

44)

For an example of Google's corporate ambivalence on the issue of privacy see Richard Esguerra, "Google CEO Eric Schmidt Dismisses the Importance of Privacy," Electronic Frontier Foundation, 10 December 2009, <https://archive.today/rwyQ7>

45)

Figures correct as of 2013. See "Google Annual Search Statistics," Statistic Brain (Statistic Brain Research Institute), 1 January 2014, <https://archive.today/W7DgX>.

46)

There is an uncomfortable willingness among privacy campaigners to discriminate against mass surveillance conducted by the state to the exclusion of similar surveillance conducted for profit by large corporations. Partially, this is a vestigial ethic from the Californian libertarian origins of online pro-privacy campaigning. Partially, it is a symptom of the superior public relations enjoyed by Silicon Valley technology corporations, and the fact that those corporations also provide the bulk of private funding for the flagship digital privacy advocacy groups, leading to a conflict of interest. At the individual level, many of even the most committed privacy campaigners have an unacknowledged addiction to easy-to-use, privacy-destroying amenities like Gmail, Facebook and Apple products. As a result, privacy campaigners frequently overlook corporate surveillance abuses. When they do address the abuses of companies like Google, campaigners tend to appeal to the logic of the market, urging companies to make small concessions to user privacy in order to repair their approval ratings. There

is the false assumption that market forces ensure that Silicon Valley is a natural government antagonist, and that it wants to be on the public's side—that profit-driven multinational corporations partake more of the spirit of democracy than government agencies. Many privacy advocates justify a predominant focus on abuses by the state on the basis that the state enjoys a monopoly on coercive force. For example, Edward Snowden was reported to have said that tech companies do not “put warheads on foreheads.” See Barton Gellman, “Edward Snowden, after months of NSA revelations, says his mission’s accomplished,” Washington Post, 23 December 2013, <https://archive.today/d6P8q>. This view downplays the fact that powerful corporations are part of the nexus of power around the state, and that they enjoy the ability to deploy its coercive power, just as the state often exerts its influence through the agency of powerful corporations. The movement to abolish privacy is twin-horned. Privacy advocates who focus exclusively on one of those horns will find themselves gored on the other.

47)

See section 7, Acknowledgments, in The Anatomy of a Large-Scale Hypertextual Web Search Engine, Sergey Brin, Lawrence Page (Computer Science Department, Stanford University, 1998): “The research described here was conducted as part of the Stanford Integrated Digital Library Project, supported by the National Science Foundation under Cooperative Agreement IRI-9411306. Funding for this cooperative agreement is also provided by DARPA and NASA, and by Interval Research, and the industrial partners of the Stanford Digital Libraries Project,” <https://archive.today/tb5VL>.

48)

Michael Hayden is now with the Chertoff Group, a consultancy firm which describes itself as a “premier security and risk management advisory firm.” It was founded and is chaired by Michael Chertoff, who was the former secretary of the Department of Homeland Security under President George W. Bush. See Marcus Baram, “Fear Pays: Chertoff, Ex-Security Officials Slammed For Cashing In On Government Experience,” Huffington Post, 23 November 2010, updated 25 May 2011, <https://archive.today/iaM1b>.

49)

“Total Information Awareness” was a radical post-9/11 US intelligence program under the Defense Advanced Research Projects Agency to surveil and gather detailed information about individuals in order to anticipate their behavior. The program was officially discontinued in 2003 after public outcry, but its legacy can arguably be seen in recent disclosures on bulk spying by the National Security Agency. See Shane Harris, “Giving In to the Surveillance State,” New York Times, 22 August 2012, <https://archive.today/v4zNm>

50)

“The Munk Debate on State Surveillance: Edward Snowden Video” (video), Munk Debates, <https://archive.today/zOj0t>. See also Jane Mayer, “The Secret Sharer: Is Thomas Drake an enemy of the state?” New Yorker, 23 May 2011, <https://archive.today/pXoy9>.

51)

“Company overview,” Google company website, <https://archive.today/JavDC>.

52)

Lost in the Cloud: Google and the US Government (report), Consumer Watchdog’s Inside Google, January 2011, <https://bit.ly/1qNoHQ9>

53)

Yasha Levine, “Oakland emails give another glimpse into the Google-Military-Surveillance Complex,” Pando Daily, 7 March 2014, <https://archive.today/W35WU> For more on Google’s ties to the CIA, see Noah Shachtman, “Exclusive: Google, CIA Invest in ‘Future’ of Web Monitoring,” Wired, 28 July 2010, <https://archive.today/e0LNL>.

54)

Yasha Levine, “Oakland emails give another glimpse into the Google-Military-Surveillance Complex,” Pando Daily, 7 March 2014, <https://archive.today/W35WU>.

55)

ibid

56)

Ellen Nakashima, "Google to enlist NSA to help it ward off cyberattacks," Washington Post, 4 February 2010, <https://archive.today/hVTVI>

57)

The official name for US military occupation of Afghanistan is similar: "Operation Enduring Freedom." See "Infinite Justice, out—Enduring Freedom, in," BBC, 25 September 2001, <https://archive.today/f0fp7>

58)

Jason Leopold, "Exclusive: emails reveal close Google relationship with NSA," Al Jazeera America, 6 May 2014, <https://archive.today/V0fdG>

59)

ibid.

60)

"Defense Industrial Base Sector," on the US Homeland Security website: <https://archive.today/Y7Z23>.

61)

See "Top Spenders" under "Influence and Lobbying" on the OpenSecrets.org website:

<https://archive.today/xQyui>. See also Tom Hamburger, "Google, once disdainful of lobbying, now a master of Washington influence," Washington Post, 13 April 2014, <https://archive.today/oil7k>.

62)

Sy Hersh has written two articles about the Obama administration's ill-fated case for "intervention" in Syria. See Seymour M. Hersh, "Whose Sarin?" London Review of Books, 19 December 2013, <https://archive.today/THPGH>. See also Seymour M. Hersh, "The Red Line and the Rat Line," London Review of Books, 17 April 2014, <https://archive.today/qp5jB>.

63)

An archive snapshot of the page can be found at archive.today/Q6uq8. Google explicitly prides itself on keeping its front page free of all interference. Its purity and sacredness are incorporated into Google's corporate manifesto: "Our homepage interface is clear and simple, and pages load instantly. Placement in search results is never sold to anyone, and advertising is not only clearly marked as such, it offers relevant content and is not distracting." See "Ten things we know to be true," Google company website, <https://archive.today/s7v9B>. On the rare occasions Google adds a single line to the search page to plug its own projects, like the Chrome browser, that choice itself becomes news. See Cade Metz, "Google smears Chrome on 'sacred' home page," Register, 9 September 2008, <https://archive.today/kfneV>. See also Hayley Tsukayama, "Google advertises Nexus 7 on home page," Washington Post, 28 August 2012, <https://archive.today/QYfBV>.

64)

Thomas Friedman has published several columns extolling the virtues of his "radical centrism," such as "Make Way for the Radical Center," New York Times, 23 July 2011, <https://archive.today/lZzhhb>

65)

Thomas Friedman, "A Manifesto for the Fast World," New York Times, 28 March 1999, <https://archive.today/aQHvy>

66)

Eric Schmidt and Jared Cohen, *The New Digital Age*, British paperback edition (John Murray, 2013), p. 98. Google is committing to this ambition. Since the beginning of 2013, Google has bought nine experimental robotics and artificial intelligence companies and put them to work towards an undeclared goal under Andy Rubin, the former-head of Google's Android division. See John Markoff, "Google Puts Money on Robots, Using the Man Behind Android," New York Times, 4 December 2013, <https://archive.today/lzr7B>. See also Adam Clark Estes, "Meet Google's Robot Army. It's Growing," Gizmodo, 27 January 2014, <https://archive.today/mN2GF>. Two of Google's acquisitions are leading competitors in the DARPA Robotics Challenge, a competition held by the Defense Advanced Research Projects Agency, with lavish Pentagon funding support for competitors. Schaft Inc, a Japanese company, is tipped to triumph at the DARPA competition with its entry—a bipedal, human-like robot that can climb stairs, open doors, traverse rubble, and is impervious to radiation. The other company, Boston Dynamics, specializes in producing running, walking, and crawling military robots for the Department of Defense. The most well known of Boston Dynamics' robots is "BigDog"—a horse-sized

troop support carrier, which must be seen (on YouTube: <https://is.gd/xOYFdY>) to be believed. See Breezy Smoak, "Google's Schaft robot wins DARPA rescue challenge," *Electronic Products*, 23 December 2013, <https://archive.today/M7L6a>. See also John Markoff, "Google Adds to Its Menagerie of Robots," *New York Times*, 14 December 2013, <https://archive.today/cqBX4>. Google's real power as a drone company is its unrivalled collection of navigational data. This includes all the information associated with Google Maps and the locations of around a billion people. Once gathered, it should not be assumed that this data will always be used for benign purposes. The mapping data gathered by the Google Street View project, which sent cars rolling down streets all over the world, may one day be instrumental for navigating military or police robots down those same streets.

⁶⁷⁾

69 The notorious mercenary security company Blackwater, best known for killing Iraqi civilians, was renamed Xe Services in 2009 and then Academi in 2011. See Jeremy Scahill, *Blackwater: The Rise of the World's Most Powerful Mercenary Army*, (Nation Books, 2007).

⁶⁸⁾

Historically Google's success was built on the commercial surveillance of civilians through "services": web search, email, social networking, et cetera. But Google's development in recent years has seen it expand its surveillance enterprise by controlling mobile phones and tablets. The success of Google's mobile operating system, Android, launched in 2008, has given Google an 80 percent share of the smartphone market. Google claims that over a billion Android devices have registered themselves, at a rate now of more than a million new devices a day. See "Q1 2014 Smartphone OS Results: Android Dominates High Growth Developing Markets," *ABIresearch*, 6 May 2014, <https://archive.today/cTeRY>. See also "Android, the world's most popular mobile platform," on the Android Developers website: <https://archive.today/5y8oe>. Through Android, Google controls devices people carry on their daily routine and use to connect to the internet. Each device feeds back usage statistics, location, and other data to Google. This gives the company unprecedented power to surveil and influence the activities of its user base, both over the network and as they go about their lives. Other Google projects such as "Project Glass" and "Project Tango" aim to build on Android's ubiquity, extending Google's surveillance capabilities farther into the space around their users. See Jay Yarow, "This Chart Shows Google's Incredible Domination Of The World's Computing Platforms," *Business Insider*, 28 March 2014, <https://archive.today/BTDJJ>. See also Yasha Levine, "Surveillance Valley has put a billion bugs in a billion pockets," *Pando Daily*, 7 February 2014, <https://archive.today/TA7sq>. See also Jacob Kastrenakes, "Google announces Project Tango, a smartphone that can map the world around it," *Verge*, 20 February 2014, <https://archive.today/XLLvc>. See also Edward Champion, "Thirty-Five Arguments Against Google Glass," *Reluctant Habits*, 14 March 2013, <https://archive.today/UUJ4n>. Google is also aiming to become an internet access provider. Google's "Project Loon" aims to provide internet access to populations in the global south using wireless access points mounted on fleets of high-altitude balloons and aerial drones, having acquired the drone companies Titan Aerospace and Makani Power. Facebook, which bid against Google for Titan Aerospace, has similar aspirations, having acquired the UK-based aerial drone company Ascenta. See Adi Robertson, "Google X 'moonshots lab' buys flying wind turbine company Makani Power," *Verge*, 22 May 2013, <https://archive.today/gsnio>. See also the Project Loon website: archive.today/4ok7L. See also Sean Hollister, "Google nabs drone company Facebook allegedly wanted to buy," *Verge*, 14 April 2014, <https://archive.today/hc0kr>.

⁶⁹⁾

For an example of European concern, see Mathias Döpfner, "Why we fear Google," *Frankfurter Allgemeine*, 17 April 2014, <https://archive.today/LTL6l>.

From:

<https://no-google.frama.wiki/> - **No G00gle**

Permanent link:

https://no-google.frama.wiki/g00gle:faux_semlant

Last update: **2019/03/01 12:23**

